

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF – CAB – SIDPC-2021-211-001  
EN DATE DU 30 JUILLET 2021  
PORTANT OBLIGATION DU PORT DU MASQUE  
DANS LES RASSEMBLEMENTS DE PLUS DE 50 PERSONNES SUR LA VOIE PUBLIQUE

La préfète de la Lozère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-1 et suivants ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment le 3 de son article L. 2215-1 ;
- VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de la préfète de la Lozère M<sup>me</sup> HATSCH Valérie ;
- VU** l'arrêté n°PREF-BCPPAT 2020-248-003 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature à M Thomas ODINOT, secrétaire général de la préfecture de Lozère ;
- VU** le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire, modifié, et notamment ses articles premier et 47-1 ;
- VU** l'avis du directeur départemental de l'agence régionale de santé ;

**CONSIDÉRANT** la propagation de l'épidémie de la COVID-19 sur l'ensemble du territoire de la République ayant justifié la mise en place de mesures spécifiques pour la sortie de crise sanitaire le 2 juin 2021 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est constaté une forte reprise de l'épidémie sur le territoire français et que la proportion du variant Delta est en forte augmentation ; que ce variant, plus contagieux que la première souche du virus, est déjà présent sur le territoire lozérien ;

**CONSIDÉRANT** que le port du masque, pour les personnes de 11 ans et plus, dans les espaces publics où les règles de distanciation physique ne peuvent être garanties, constitue une mesure limitant le risque de circulation du virus ;

**SUR** proposition du secrétaire général ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans ou plus dans tous les rassemblements sur la voie publique (manifestations déclarées ou non déclarées, festivals, fêtes de village, spectacles de rue, marchés, brocantes, files d'attente...) dès lors qu'ils rassemblent plus de 50 personnes. Cette obligation ne s'applique pas aux rassemblements sur la voie publique de plus de 50 personnes soumis aux dispositions décrites dans l'article 47-1 du décret n°2021-699.

**ARTICLE 2** : Cette obligation de porter le masque ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation, dès lors qu'elles mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus, définies en annexe du décret n°2021-4 susvisé.

**ARTICLE 3** : Les maires des communes sont chargés d'informer les organisateurs, les exploitants et le public par affichage des mesures sanitaires, de l'obligation de port du masque et du présent arrêté.

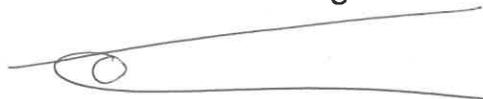
**ARTICLE 4** : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe et en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende de cinquième classe ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750€ d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté est applicable jusqu'au 31 août 2021 inclus.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général, les maires des communes, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, la directrice départementale de la sécurité publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Mende.

Fait à Mende, le 30 juillet 2021

Le secrétaire général



Thomas ODINOT